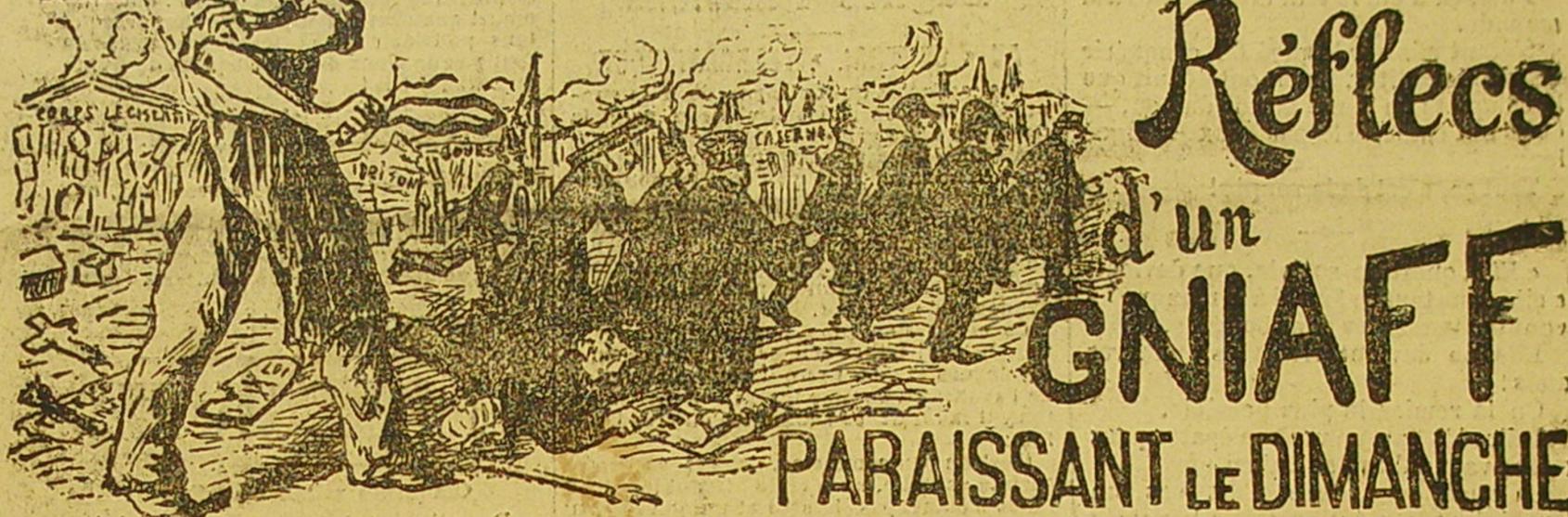


LE PÈRE PEINARD



Réflexes

d'un GNIAFF

PARAISSANT LE DIMANCHE

ABONNEMENTS France
Un an..... 6 fr.
Six mois..... 3 —
Trois mois..... 1 fr. 50

RÉDACTION & ADMINISTRATION
123, Rue Montmartre. 123, PARIS

ABONNEMENTS Extérieur
Un an..... 8 fr.
Six mois..... 4 —
Trois mois..... 2 —

LA REMONTE SÉNATORIALE RIEN DE CHANGÉ !

IL EN PLEUT DES GRÈVES !



LA

Remonte Sénatoriale

Dans le méli-mélo des événements, j'ai oublié de jaspiner aux bons bougres de la votellerie qui a eu lieu dimanche, à l'effet de refoutre à neuf la collection avariée des têtes de veau sénatoriales.

Le mal n'est pas grand !

En ce qui concerne bibi, que Mercier l'Assassin soit sénateur en place de Ranc, je m'en fous comme de l'an quarante.

Et je ne suis pas le seul !

Je parie la tête d'un hareng saur contre trois douzaines de cornichons sénatoriaux que trente-neuf bons bougres sur quarante s'en contrefichent autant que moi.

En effet, que sortira-t-il de la nouvelle remonte sénatoriale ? Quelle orientation entraînera-t-elle ? Les pains de quatre livres en pèseront-ils cinq ? Les

propriétaires feront-ils cadeau du prochain terme à leurs locataires ?

Peau de balle ! Ça ne changera rien de rien. Ce n'est pas parce que quelques douzaines de hures de cochons auront été remplacées par des trombines de gorilles ramollis que la République actuelle deviendra habitable au popolo.

Le changement de personnel dirigeant ne modifie pas la mécanique sociale, — même quand des sociaux comme Millerand sont bombardés ministres.

A plus forte raison, des élections de sénateurs ne peuvent-elles faire plus qu'un pet dans une lanterne.

Le rigolot de cette foire électorale, — qui a été surtout une faramineuse cacade, — c'est la prétention des politiciens de tout calibre, — de se proclamer les triomphateurs de la journée.

Les couillons épluchent les voix, additionnent, calculent et, en fin de compte, — s'affirment tous vainqueurs.

C'est preuve que ces andouillards savent se contenter de peu !

Ainsi, les nationalistes jubilent parce que l'affreux bandit Mercier, qui a sur la conscience l'assassinat d'à peu près dix mille fistons du peuple, à Madagascar, a été élu d'autor par les Vendéens.

Ces lèche-éperons ont le triomphe facile !

Mercier a trop de sang plébéien aux pattes pour ne pas être gobé par la ra-

caille électorale qui est chargée de recruter les sénateurs. Il était aussi naturel qu'il soit élu qu'il est naturel pour Drumont de baver des mensonges.

A côté des nationalistes qui prétendent triompher, se campent les Dreyfusards qui, tenant l'échec de Ranc pour quantité négligeable, se proclament les bidards de la journée, — après épluchage de la collection des élus.

Qui a tort, qui a raison, des nationalistes ou des Dreyfusistes ?

Je m'en contrefous.

Les uns et les autres sont des politiciens, — donc des ennemis du popolo.

Il n'y a pas à épiloguer : une élection sénatoriale, c'est de la couille en bâtons.

Si je tartine sur ce chapitre, c'est pour fiche en lumière la reculade des sociaux et aussi des radicaux.

Il y a quelques années, le cri de ralliement des uns et des autres était : « Sus au Sénat ! »

Cette collection de gâteaux, de vérolés, de paralytiques, de ramollis, d'avachis et d'abrutis de toute sauce semblait mûre pour l'égout collecteur.

Va te faire foutre !

Il y a eu une saute de vent, la girouette a virevolté et radicaux et sociaux ont changé d'opinion. Le Sénat paraît être aujourd'hui la citadelle de la République.

Cochonne de citadelle !

Cette évolution dégueulasse est le résultat de l'infection politicarde.

Ca a commencé par gagner les radicaux. Un beau matin, ces pierrots-là, qui avaient conservé la tradition Gambettiste et faisaient la guerre au Sénat, se sont considérés comme de foutues bêtes et ont conclu qu'être sénateur n'était pas déjà si mouche.

Puis, ça a été le tour des socialistes à la manque.

S'étant mis sur le pied de conquérir les municipalités, ils en ont déduit que la conquête du Sénat aurait du bon, — et ils ont emboîté le pas aux radicaux.

Tout ça, c'est de la roupie!

—o—

« Et la question sociale, que devient-elle dans tout ce fourbi à la manque? » vont demander les bons bougres.

Elle ne devient rien, les pauvres amis!

On la remise le plus possible.

Mais, les gas, ne vous en épatez pas : mieux vaut qu'il en soit ainsi.

La question sociale n'est pas un fourbi dont la solution soit à la portée des politicards, — quels qu'ils soient.

Des députés, des sénateurs, — pas plus que des ministres, — si socialistes qu'ils s'affichent, ne peuvent rien pour mettre en train la Liquidation sociale, pour dégorger les chameaucrates et foutre un bouchon aux sangsues et aux vermines qui nous rongent.

Ce turbin nécessite un petit coup de chambardement que le populo seul est apte à mener à bonne fin!

Ce bon Gouvernement!

Il est tout plein gentil notre bon gouvernement; ce n'est pas pour des prunes que Millerand est ministre, — ainsi que Gallifet.

La semaine dernière, ce bon gouvernement a fait de la réclame aux malfaiteurs de « La Croix » en leur administrant seize francs d'amende, — il ne pouvait mieux les servir! Ces seize francs d'amende vont faire appliquer des tas de picajons à la caisse noire.

Pour s'offrir une compensation sérieuse, — et prouver qu'il n'est pas aussi chambardeur que le prétendent les jésuites et les déroulédards, — ce bon gouvernement a fait suivre la fumisterie du procès des Assomptionnistes de l'arrestation de deux bons lieux.

C'est d'abord, au Havre, Emile Glasser qui a été bouclé pour une condamnation rigouillarde: il avait, dans la Calotte, offensé la Sainte Vierge.

Une telle impiété ne pouvait rester impunie: Glasser a été condamné et il est au ballon.

Ca, c'est pour prouver aux malfaiteurs de la Croix que si on les canule, — c'est pour la frime.

Notre sacrée gouvernance pouvait s'éviter une semblable preuve; nous ne savons que trop que les poursuites entreprises contre la vermine assomptionniste sont une fameuse fumisterie, — ça ne commencera à être sérieux que le jour où on les dégorgera des propriétés et des millions qu'ils ont barbottés.

Après avoir offert Glasser en holocauste au père Bailly, les ministres ont voulu faire plaisir à Mercier et ils ont fait boucler Degalvès qui, dans le Journal du Peuple dévoila quelques-uns des crimes qui se commettent aux casernes.

Degalvès va faire trois mois de prison. C'est la dose qui lui a été administrée, sur la plainte directe de Gallifet.

Comme on voit, la liberté de la presse

existe, — pour les malfaiteurs de « La Croix ».

Quant aux gas d'attaque qui combattent la réaction, sous toutes ses formes, qu'ils prennent garde!

Aujourd'hui, comme hier, la République est une garce qui ne s'accoquine qu'avec ses ennemis.

Bagnes Parisiens

AU « CENTRAL » TELEGRAPHIQUE

Les collectos qui ont pour dada de supprimer la propriété individuelle pour la fiche entre les griffes de l'Etat qui deviendrait ainsi le grand dispensateur de toutes choses, ne savent pas quel sort ils nous réservent.

Ce cochon d'Etat nous cuisinerait un collectivisme tellement autoritaire qu'il n'y aurait mèche pour personne de contrarier ses volontés, ni d'avoir la plus petite indépendance de pensées.

Ce serait une pipe pour sortir des sentiers battus! L'Etat couperait les vivres aux idéologues et aux gas qui voudraient aller de l'avant. Et, comme il serait le maître de tout, il faudrait se soumettre ou crever de faim.

C'est un peu comme ça, dans la garce de société actuelle, avec cette atténuation que l'Etat n'étant pas le seul et unique Patron il y a pourtant mèche de vivoter, tant bien que mal, en se faisant exploiter par les capitalistes.

Si encore l'Etat pouvait assurer l'existence dans des conditions tout à fait potables, y en a bougrement dont l'humeur casanière se satisferait de la solution. Mais je l'en fous! L'Etat futur, — tel que le rêvent les collectos — ne sera pas plus mariolle que l'Etat actuel, dont les faits et gestes n'ont rien qui encourage à se fiche sous sa tutelle: il n'y a qu'à reluquer la façon dégueulasse dont il exploite les bons bougres qu'il a sous sa coupe, pour avoir soupé du système.

Quand ce sont des prolos manuels, l'Etat est sans pitié!

Les pauvres gas qui triment dans les arsenaux, et aussi les allumettiers — et combien d'autres! — en savent quelque chose.

Par contre, on pouvait s'imaginer que l'Etat s'amadouait lorsqu'il a affaire, non plus à des ouvriers, mais à des employés qui, en partie, peuvent être catalogués parmi les petits bourgeois et qui, au surplus, ne sont pas d'humeur rouspéteuse, — tels les télégraphistes.

Ah, ouat! l'Etat est aussi mufle à leur égard qu'envers les simples prolos.

Il n'y a qu'avec les employés inutiles que l'Etat est chouette, — tels ceux dont sont farcis les ministères. Ceux-là se la coulent douce; leur principale fonction consiste à palper leurs appointements.

Les télégraphistes, — ceux-là c'est une autre paire de manches, — ils travaillent, il n'y a donc pas à les cajoler trop.

Ainsi, le bureau « Central », rue de Grenelle, est un cochon de bague dans lequel sont enfournés, jour et nuit, en plusieurs équipes, plus de 1,200 télégraphistes.

De sept heures du matin à huit heures du soir, il y a six cents personnes empilées dans cette sale boîte.

« Pas le moindre ventilateur, écrivent « une floppée d'employés. L'été il fait une « chaleur cuisante, atroce. Tous les jours, « deux ou trois personnes sont indisposées. « L'aération fait absolument défaut, et dans « une agglomération aussi considérable, ce « serait indispensable:

« L'hiver, chauffage à l'air chaud. Comme « le renouvellement de l'air, se fait encore « moins que l'été, nous avons continuelle- « ment une température de 27°, absolument « insupportable, dans une atmosphère vic- « cieuse.

« D'ailleurs, on chauffe du 1^{er} novembre à « la fin de l'hiver. Que le temps soit doux « ou froid au dehors, on ne s'en inquiète « pas!... »

Comme il est toujours bon de faire du chiquet, dernièrement l'administration prétendit avoir installé un fumoir-buvette dans la baraque où les télégraphistes, à qui il est interdit de sortir, dans leurs heures de turbin, pourraient s'offrir un verre ou casser une croûte.

« Le fumoir-buvette, écrivent les mêmes « gas, cela n'existe que dans l'imagination. « Ni fumoir ni buvette. Vous avez soif? « Comme il est défendu de sortir, buvez « de l'eau, ou munissez-vous avant de ren- « trer!

« Quand nous voulons respirer, nous al- « lons aux W. C., où l'on peut fumer. Ou, « parfaitement, aux W. C... »

Il y a une infirmerie dans l'établissement, — et ce n'est pas du luxe car le « Central » est un des centres de crevaillon les plus dégueulasses, — mais à part un flacon d'eau de mélisse, un autre de rhum et des mer- ceaux de sucre, y a rien!

Et le « Central » est une boîte tellement malsaine que, bon an, mal an, quatorze employés y attrapent la creve: oui, il y meurt quatorze employés par an; presque tous poitrinaires! Et les pauvres gas ne font pas de vieux os: ils claquent de trente à quarante ans!

Jo!

Or, on ne saurait trop le répéter: les télégraphistes sont des employés privilégiés. Donc, si l'Etat est si rose avec eux, qu'a-t-il à être avec les autres!

Et que serait-il, ce cochon d'Etat, le jour où étant le maître absolu, il faudrait, pour vivre, se soumettre à ses trente-six fantaisies?

Ca ne serait pas rigolo!

LA FAMINE AUX INDES

Cinquante millions d'affaires!

Dans l'avant-dernier numéro, j'ai jaspé un tantinet de l'horrible famine qui désole les Indes anglaises.

Pour ne pas être taxé d'exagération, je découpe dans un quotidien bourgeois, le *Matin*, la tartine suivante, — ce quotidien peut d'autant moins être soupçonné d'exagération que la belle galette qui a servi, ces mois derniers, à lui faire une nouvelle jeunesse est, en partie, fournie par des capitalistes anglais.

Je découpe donc, dans le *Matin*, la navrante tartine ci-dessous:

Un peuple immense d'affamés. — Trésors épuisés. — Trente-trois francs par an.

Chaque jour nous sont transmises des Indes d'effrayantes nouvelles. Jamais plus terrible famine n'a dévasté le pays, et la population, lasse de souffrir, commence à s'agiter.

Les secours officiels sont de peu d'effet contre un fléau dont les ravages, de l'aveu même du vice-roi, confondent les plus sombres prévisions. Le secrétaire de l'agriculture déclare que cent millions de francs seront insuffisants pour faire vivre jusqu'en mars les affamés dont le nombre dépasse cinquante millions. Ce chiffre, pour énorme qu'il paraisse, est, d'après des rapports dignes de foi, encore au-dessous de la vérité.

La famine résulte moins du manque d'aliments que du manque d'argent pour en acheter. Méthodiquement, administrativement, les Anglais ont absorbé toute la richesse du pays, et aujourd'hui l'Inde est un grand corps exsangue que la peste, selon l'expression d'un journaliste de Bombay, « terrasse comme un géant ferait d'un enfant. »

A la fin du seizième siècle, avec une population deux fois moindre, le pays fournissait à son gouvernement le même revenu que l'administration britannique en tire actuellement, soit environ 750 millions de francs, et cette prospérité ne fit que s'accroître jusqu'au règne splendide d'Aureng Zeb, le Grand Mogol. Arrivent les Anglais, et la ruine commence; les conquérants, surpris eux-mêmes de l'inlassable fécondité de la terre indoue, l'ont pressurée sans relâche, redoublant d'exigence à mesure qu'elle rendait plus d'or. En 1838, Montgomery Martin calculait que la Compagnie des Indes avait tiré du pays, en cinquante ans, plus de 700 millions de livres sterling (de 17 à 18 milliards). Après la suppression de la Compagnie, le « rendement » ne fit que s'accroître: en 1858, on exportait annuellement des Indes en Angleterre 3 millions de livres; en 1859, 5 millions; en 1883, 18 millions; on en exporte aujourd'hui 30 millions.

Deux sous par jour

Dépouillés de leur numéraire, privés de tout capital, les Hindous, qui étaient autrefois des commerçants si actifs, des artisans si industrieux, désertent les bazars pour se répandre dans la campagne et arracher à la terre de quoi manger. La proportion des artisans agricoles, qui s'est

beaucoup accrue dans ces dernières années, est évaluée à 90 0/0. Le sol, pourtant si fertile, se fatigue de produire; l'augmentation de la population diminue encore la part de subsistances de chacun. Dans les années fécondes, le paysan gagnait en moyenne, vers 1877, 50 francs par an; il ne gagne plus, maintenant, que 40 francs, sur lequel le fisc prélève 6 fr. 25. C'est à peine s'il peut, avec ce qui lui reste, faire un repas quotidien de riz et de thé; qu'il survienne une sécheresse, il meurt de faim.

La première grande famine qui ait éprouvé les Indes s'est produite en 1769-70, peu d'années après l'installation des Anglais dans le pays. Le fléau est devenu de plus en plus fréquent sous leur domination: en 1860-61, il a dévasté les districts du nord-ouest; en 1865-66, Orissa; de 1868 à 1870, le Radjapoutan; de 1873 à 1874, le Béhâr; en 1878, il priva de toutes ressources 15 0/0 de la population hindoue et, depuis cette époque, il la rongea lentement et incessamment. Pendant le seul hiver de 1896-97, il a fait périr un million d'individus dans les provinces du centre.

L'administration anglaise, qui sait la cause profonde du mal, essaye à peine d'y remédier. Ostensiblement, elle annonce l'établissement de caisses de secours, mais l'argent de ces caisses sert le plus souvent à des expéditions contre les montagnards de l'Himalaya; c'est ainsi qu'en 1897, quand on voulut user du *Famine fund* (trésor pour la famine), on s'aperçut qu'il avait servi à payer la campagne contre les Afridis.

Dans leurs élégantes villas, à côté des quartiers indigènes transformés en charniers, fonctionnaires et officiers européens assistent à ces ruines que les meilleures volontés individuelles sont impuissantes à conjurer. Aussi se bornent-ils à détourner la tête du spectacle scandaleux des morts et des mourants, et leurs journaux d'ailleurs ont soin de ne leur rappeler l'horrible fléau que par quelques chiffres de statistique, perdus entre une mécuriale de Bourse et le compte rendu d'un match de polo.

Comment finira cette famine qui, de plus en plus, est en permanence aux Indes?

Les Indiens accepteraient-ils de croquer de la viande pour l'engraissement des milords?

Où bien, ayant soupé de périr d'inanition, rouspèteront-ils enfin carrément et foutront-ils l'envahisseur à la mer?

Les pauvres Hindous auraient d'autant plus raison de sauter à la gargamelle des Angliches que ces maudits envahisseurs ont réellement dévasté le pays.

Ils ont fait là-bas, kif-kif les Français au Tonkin et à Madagascar!

TOUR DE VAUTOUR!

L'autre semaine, j'ai signalé à l'attention des bons bougres une vieille chipie, propriétaire de son état qui avait fichu à la rue une pauvre diablesse venant d'acconcher.

Comme exemple de crapulerie propriétaire, c'était pas mal!

En voici d'un autre calibre:

Une bonne bougresse, habitant à Montmartre, rue Lavieuville, se trouvait, — à la suite d'un manque de turbin compliqué de maladie — dans la purée la plus complète. Sans le rond pour boulotter! A plus forte raison ne pouvait-elle pas casquer à son vautour les cinquante balles, montant d'un terme, qu'elle lui devait.

Elle alla donc trouver le type, lui cassa le morceau et lui demanda de pouvoir enlever ses bois pour débarrasser le plancher. Le vieux birbe acquiesça verbalement.

Mais, pour aller louer ailleurs la pauvre bougresse avait besoin de pognon; pour en trouver, elle cavala chez un brocanteur du quartier qui consentit à lui acheter presque tout son bazar pour trente balles.

Le brocanteur, grand copain avec le susdit probloc, s'amena avec une guimbarde, chargea le mobilier, puis, quand ce fut fait, il déclara avoir refilé les trente francs au proprio.

La bonne femme, empliée dans les grands prix, fit un bouzin de tous les diables, — réclamant son pognon ou ses meubles.

Le proprio, quoiqu'il se fût antérieurement engagé, ne voulut rien savoir.

Le quart-d'œil, que la pauvre était allée trouver, afin d'avoir sur son cas quelques tuyaux, l'envoya bouler en disant qu'il n'y pouvait rien.

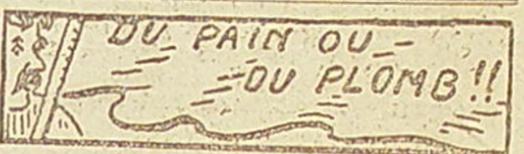
Cette façon de procéder n'est-elle pas galbaise, hein!

Voilà une femme sans un radis, ne pouvant payer; le probloc s'engage, sur parole, à la laisser décamper, mais, de connivence avec son copain brocanteur il lui joue un sale tour...

Et le quart-d'œil proclame que c'est pas ses oignons! Il prouve ainsi, — clair comme de l'eau de roche, qu'il n'y a qu'à compter sur soi-même, être à l'œil et à la redresse.

Mais voilà, le proprio et le brocanteur avaient affaire à une femme!

Par exemple, que dirait le probloc si pour faire compensation, quelques gas à la hauteur venaient louer dans sa cambuse et — histoire de lui faire payer les intérêts des trente balles, — se faisaient loger au grand œil?



Grève générale des Mineurs d'Autriche

Les mineurs du Pas-de-Calais — et même de bougrement d'endroits! — ne feraient pas mal de prendre exemple de solidarité internationale chez les mineurs allemands.

L'été dernier, quand il y a eu la grève des mineurs belges, ceux du Pas-de-Calais n'ont rien tenté pour empêcher le charbon français d'être transbahuté en Belgique.

Les gueules noires de Bochum, en Westphalie sont autrement chouettes: ils viennent de déclarer qu'ils s'opposeraient, de la façon la plus énergique, à tout travail supplémentaire dans les mines que les Compagnies voudraient leur imposer, dans le but d'exporter du charbon allemand en Autriche.

Voilà de la riche solidarité, de l'internationalisme galbeux!

Il y aurait mieux à faire, certes: ce serait de profiter de la grève des mineurs d'Autriche pour emmancher la grève des mineurs d'Allemagne.

On y vient à cette binaise de grèves internationales, — l'acte de solidarité des mineurs de Bochum en est un symptôme.

Et, nom de dieu, quand on en sera aux grèves internationales, n'est avis que les capitalistes pourront se préparer à porter le deuil de leurs privilèges.

En attendant la grève des mineurs d'Autriche continue avec un entrain épatant. Les jean-foutre de la haute voudraient faire croire que le mouvement est en hausse, — c'est une sacrée menterie; la grève continue dare-dare et gagne des patelines où le travail n'avait pas encore cessé.

Toutement, tout comme dans notre sacrée république, dans la monarchique Autriche, les troubades sont expédiés dans les pays de grève pour intimider les grévistes et, au besoin, les déquiller comme à Fourmies.

Dans divers centres de la grève, à Oderberg, à Kladno, à Pilsen, il y a eudés essais d'entente entre les mineurs et exploiters. Mais, comme les réclamations des gueules noires sont très catégoriques et ne prêtent pas à l'équivoque les capitalistes, désespérant de rouler les gas, ont refusé toute discussion. A Pilsen, les chameaucrates ont même cru être très malins en envoyant une habillardé aux ouvriers, pour leur reprocher de s'être placés sur un terrain «illégal».

On n'est pas plus gourdes ou plus charognards!

La gouvernance, que cette gigantesque grève tarabuste, a essayé de l'arbitrage: deux bourriques ministérielles ont fait leur petit Waldeck et ont voulu arbitrer quand même, — le ministre de la justice et le chef de section, — mince de veste qu'ont remportée ces deux légumards! Les mineurs les ont envoyés aux pelotes, sans barguigner.

Du coup, les capitalistes commencent à faire un blair, long d'une aune; le charbon manque! Et non seulement en Autriche, mais aussi en Allemagne, en Saxe et en Bavière où qualité d'usinières s'approvisionnent en Bohême.

Comment ça finira?

Y a pas d'erreur: les gueules noires tiennent le bon bout et s'ils ne se laissent pas

emberlificoter par les capitalistes ni par les salimbanques ministérielles ils feront sauter leurs exploiters.

Et ils prouveront ainsi à nous autres, bons jobards français, que pour tenir les singes en respect — en attendant qu'on les démissionne — l'action directe des intéressés vaut mieux que tous les salmigondis d'intervention gouvernementale.

Les Produits manquent-ils?

Un type qui n'était pas une moule, mais qui voyait de traviole, Malthus, s'est fendu (il y a de ça une bonne centaine d'années!) d'une formule qui a bougrement circulé depuis.

Malthus prétendait que tous les types qui ne viennent pas au monde avec du foie dans leurs sabots et des billets de banque dans leurs poches n'ont pas droit de s'asseoir au banquet de la Vie. D'après lui, ceux-là sont des pique-assiettes qui rognent la part du voisin. Donc, le mieux est qu'ils déguerpiissent dare-dare, qu'ils désertent l'existence.

Malthus basait ses boniments sur des calculs plus ou moins loufoques qui lui servaient à prouver que la production du blé et des frusques augmentait dans des proportions moins rapides que la population.

Le vieux Malthus était un économiste et comme tous ses copains, il se fourrait le doigt dans l'œil jusqu'au croupion avec ses ragougnasses théoriques.

Hé quoi! En sommes-nous au point où, sur la boule ronde les humains sont aussi tassés que des sardines en baril?

Où bien, c'est-il que la croustille manque? C'est-il les frusques et les habitations.

Ah oua! Si la répartition était échouement faite, il y aurait du bricheton pour tous, aussi de la viande, des fruits, des légumes. Quant aux magasins ils regorgent de nippes et de tout ce qui s'en suit.

Et puis, quand même les rations seraient maigres et les produits industriels pas assez abondants, il y aurait mèche, avec de la jugeotte, d'augmenter la quantité de blé, de bidoche, etc, dans des proportions plus rapides que l'accroissement de la population, sans qu'il soit besoin d'exiger qu'un certain nombre se fassent la paire de la vie.

Dans une société bien agencée il y aurait place pour tous et nul ne songerait aux balivernes de Malthus.

Mais, nous ne sommes pas encore dans une société pareille, — il s'en faut bougrement! Est-ce à dire que la théorie de Malthus mérite d'être pratiquée actuellement? Pas davantage!

Si on suivait à la lettre la formule de Malthus, qu'on ne laisse vivre que ceux qui viennent au monde avec un papa galletard et qu'on étranguille tous les fils de prolos, c'est les richards qui y trouveraient un cheveu! En peu de temps ils se trouveraient réduits à n'être qu'entre parasites et feignasses et, s'ils voulaient continuer à boulotter, il leur faudrait se ficher au travail.

Au contraire, si on faisait l'opération opposée: qu'on jette aux goguenots tous les fils de richards et qu'on laisse vivre les enfants des purotins, nul ne s'apercevrait de la disparition des rejetons de la haute. La société continuerait à fonctionner, — avec cette différence que le populo aurait davantage de bien-être.

En efft, ceux qui possèdent la richesse en naissant, — et qui sont dans les conditions requises par Malthus pour avoir place au banquet de la Vie, / n'en font jamais une datte, tandis que tous les richards venus au monde sans rien, turbinent toute leur chienne de vie.

Donc, s'il y a des types qui doivent disparaître, c'est les oisifs!

C'est juste l'inverse de ce que prétendait Malthus et c'est plus logique.

S'il y en a qui doivent se cavalier, c'est ceux qui tout en ne voulant pas foutre un coup s'envoient la portion des autres.

Ainsi, il est rien mouche le remède à la dèche qu'inventa le fameux Malthus!

Il y a mieux à faire. Il s'agirait qu'on s'aligne pour que chacun bouffe, — mais aussi pour que chacun turbine, dans la mesure de ses forces. Seulement, ce n'est pas dans une baraque sociale où tout va de guinguois, comme dans notre gare de société actuelle, qu'un tel fourbi est possible.

Pour ça, il faut que les gas se grouillent et qu'ils manœuvrent pour faire compren-

dre à ceux qui ne le savent pas que les capitalistes et les proprios ne doivent leurs richesses qu'à la rapine et qu'il serait temps que la populè y mette un bouchon et rentre dans son bien.

PRIMES ÉPOILANTES

AUX ABONNÉS DU

Père Peinard

Le « PÈRE PEINARD » s'est aligné pour distribuer à ses abonnés des primes qui ne sont foute pas ordinaires :

DES RÉVEILS-MATIN ET DES MONTRES !

Pourquoi pas ? En attendant que tonne le réveil social il n'est pas inutile de savoir l'heure que marquent les cadrans capitalistes : ne serait-ce que pour arriver au bain au bon moment, afin de se garer des garces d'amendes, et aussi pour en sortir à l'heure et éviter de faire du rabiote au bénéf du singe.

Or donc, à tout souscripteur d'un abonnement d'un an, il sera fait cadeau,

AU GRAND ŒIL

contre le versement des six francs de l'abonnement, d'un

RÉVEIL-MATIN

très chouette, tout nickelé, largeur 13 cent., hauteur 13 cent., marchant dans tous les sens pendant 30 heures.

Pour recevoir franco de port, dans une boîte, soigneusement emballé, le Réveil-Matin du PÈRE PEINARD, ajouter 1 franc au prix de l'abonnement.

-o-

Les souscripteurs que le Réveil-Matin n'aguichera pas, pourront pour

DEUX FRANCS

ajoutés au prix de l'abonnement (soit en tout 8 francs), s'offrir une

MONTRE A REMONTOIR

pour homme, boîte nickel, mouvement à cylindre, ou bien une

MONTRE DE GENÈVE

pour dame, à clé, huit rubis, mouvement à cylindre, métal simili-dragent.

Pour recevoir franco de port, soigneusement emballée, la Montre du PÈRE PEINARD, ajouter un supplément de 50 centimes.

BULLETIN D'ABONNEMENT

M
 demeurant rue

 département
 s'abonne pour un an au Père Peinard et verse la somme de (1)
 donnant droit au Réveil, à la Montre à remontoir, à la Montre pour dame (biffer deux des trois indications de prime) et l'ajoute pour recevoir la prime franco à l'adresse suivante :

(1) 1° Six francs, pour recevoir un Réveil; huit francs, pour recevoir une Montre.

2° Ajouter 1 fr. pour recevoir le Réveil franco, ou 50 centimes pour recevoir une Montre.

LE FILS DE LA FANGE

par Eugène POTTIER

Elle traîne à demi rongée
 Sa vieillesse de dix-sept ans ;
 Sa robe de haillons frangée
 Ses bas troués, ses seins pendans.
 Du tapis franc, c'est la femelle.
 Eh quoi ! cette éponge à vin bleu,
 Cette fille, cette femelle,
 Elle est enceinte ! ah ! nom de dieu !

Pauvre petit être
 Que rien ne défend,
 Eh quoi ! tu vas naître
 Comme un autre enfant ?

Ta mère, inscrite à la police,
 Lassée de sa maternité,
 Va mettre bas dans un hospice
 Ta jeune âme et ton sang gâté.
 Tu ne sauras rien de ton père :
 Le vice en rut, le hasard gris,
 Un soir, ont payé pour te faire,
 Quelques sous pleins de vert-de-gris.

Maraudant l'ordure à la halle,
 S'abrutissant par l'alcool,
 Tu seras l'enfant de la balle,
 Du vagabondage et du vol.
 On t'ouvrira le séminaire
 De l'escarpe et du chourineur,
 Des élèves de Lacenaire
 T'enseigneront le point d'honneur.

Au crime tout te prédestine.
 Frère ! les mains rouges de sang,
 Si tu meurs sur la guillotine,
 Nul ne s'en peut croire innocent.
 Tu vas où ton milieu te pousse,
 Fils de la Fange, sang gâté,
 Ah ! qu'au moins ta vie éclabousse
 Le front de la société !

Pauvre petit être
 Que rien ne défend,
 Eh quoi ! tu vas naître
 Comme un autre enfant ?



Tendances à la grève générale

Il en pousse des grèves ! C'est pire que des champignons après la pluie. A peine y en a-t-il une qui se boucle d'un côté que, d'un autre, il en éclate deux ou trois.

C'est bon signe, nom d'un foutre. C'est la preuve que la rouspétance des prolos grandit et que, de moins en moins, ils sont disposés à subir passivement les trente-six volontés des singes.

Il faut ça, d'ailleurs. Avec le système d'exploitation capitaliste, si les bons bougres n'étaient pas à perpète sur le qui-vive, il y a belle lurette que les patrons leur auraient complètement serré la vis et les auraient réduits à l'esclavage absolu.

Certes, la grève n'est pas la tarte à la crème de la question sociale. Les cessations partielles de travail ne suffiront jamais pour fiche les capitalistes à cul et opérer la prise de possession de tout le bataclan social, — certes non ! Mais, même quand elles sont une défaite pour les turbineurs, les grèves ont encore du bon : parce que, primo, elles ont fichu en pleine lumière l'antagonisme fatal entre exploités et exploités et, deuxième, parce qu'elles sont une gymnastique, — comme qui dirait l'apprentissage de la révolte.

Ceci devient de plus en plus vrai. En effet, les bons bougres ne se cantonnent plus sur l'étroit terrain de la grève partielle. Un riche ferment de chambardement social gagne, de proche en proche, les caboches ouvrières, — l'idée de Grève Générale.

Désormais, toutes les grèves se dépouillent des caractères particularistes et mesquins qu'elles ont eus autrefois et ont tendance à se généraliser, avec de beaux élans de solidarité.

Ainsi, c'est avec un ensemble épatant que cette semaine, les

Charpentiers de l'Exposition

viennent de plaquer la turbin, — et ils ont eu la veine de faire caner leurs galeux.

Cette grève a été une occasion de gueu-

leries de la part de tous les chiens d'encre bourgeois. Pensez donc, ces méchants charpentiers qui allaient s'êcher l'Exposition en péril ! La belle affaire ? En supposant que grâce à leur rouspétance, cette grande foire putassière ouvre avec une quinzaine de jours de retard que le mal ne serait pas faramineux. Les tenanciers des cliques et des bouillottes de tout calibre qu'on a éparpillés du Champ de Mars aux Champs-Élysées, pourraient seuls y trouver un cheveu.

Mais, il n'y a pas à prendre au sérieux les ragougnasses intéressés des journaux : si la Grande Foire n'ouvre pas au jour dit, la faute en sera aux capitalistes, — et non aux prolos.

Ce ne sont pas des travaux ordinaires qui se manigencent à l'Exposition : les charpentiers doivent faire les équilibristes à des hauteurs faramineuses et, qui plus est, les échafaudages sont fichus à la six quanteux.

Devant pareille situation, — pour le risque plus grand, les gars ont exigé le salaire stipulé en 1882, dans la « série de la Ville » et que tous les entrepreneurs sont censés payer.

Oh, l'augmentation est maigriote : deux sous de l'heure !

Quel est donc le capitalo qui, pour vingt sous de l'heure se résoudrait à faire des galipètes sur les « palais » en papier mâché de l'Exposition et y risquerait, vingt fois de l'heure, de dégringoler d'une trentaine de mètres de hauteur ?

Les charpentiers n'ont pas barguigné : « C'est à prendre ou à laisser ! » ont-ils dit aux galeux qui, devant l'attitude énergique des grévistes, se sont décidés à capituler.

Ils n'en mourront pas, les grigous ! Ils en seront quittes pour fumer quelques lonpres de moins.

Grèves de tissage

A Reims, les lisseurs continuent à se grouiller et voici qu'à Saint-Quentin la grève est quasiment générale depuis près d'une semaine.

A Vienne, la grève a recommencé, grâce à une crapulerie des patrons qui n'avaient fait semblant de céder, que pour faire tomber les prolos dans un traquenard.

A Roubaix et à Tourcoing il y a aussi de l'effervescence parmi les turbineurs. Les trieurs du bain Motte ont commencé à se fiche en grève. — puis la cessation de travail s'est étendue à toute la corporation. Actuellement, les bons bougres ne savent trop comment s'aligner, — mais si la cessation de travail s'accroît, ça pourrait être un sacré mouvement.

A Saint-Etienne, les passementiers sont toujours en chichis.

Donc, dans le tissage — qu'il soit de laine, de coton ou de soie — il y a une rude crise.

Ça promet, nom de dieu !

Les mineurs de Saône-et-Loire

Il y a six semaines que les gueules noires de Perecy sont en grève. Les gas ont cessé le travail par esprit de solidarité.

Le directeur s'avisait de fiche à la porte des bons fleux qui avaient, à son point de vue, le tort grave d'en pincer pour la Sociale.

Sur ce, rouspétance générale ! Les camarades exigèrent que les renvoyés fussent repris illico et comme la grosse légume directoriale ne voulait rien savoir, la grève fut décidée.

Elle dure depuis le 14 décembre !

Et les charognards de la mine n'ont pas raté une provocation ; toutes les crapuleries imaginables ils les ont tentées, et ils en ont été pour leurs frais.

Les salauds espèrent prendre les mineurs par la famine.

Ce calcul de crapularis pourrait bien être déjoué par la solidarité des turbineurs du département. En effet, dimanche à eu lieu une chouette réunion de la fédération départementale et il a été décidé que si, dans une vingtaine de jours, satisfaction n'est pas donnée aux ouvriers en grève de Montchanin et de Perecy, tous les bons bougres syndiqués du département proclameront la grève générale.

En attendant la réponse des exploités, la Fédération a décidé de répartir dix mille balles entre les grévistes actuels.

Or, mille marmites, il ne faut pas perdre de vue que le Creusot et Montceau-les-Mines sont en Saône-et-Loire.

Donc, mince de grabuge à l'horizon, si les capitalistes de Perecy et de Montchanin ne capitulent pas !

HORREURS MILITAIRES

Le Groupe de Propagande antimilitariste de Paris s'est attelé à une galbeuse propagande : selon ses moyens il publiera des placards ou seront narrées quelques-unes des horreurs militaires qui ensanglantent les casernes.

Le placard vient de paraître et il est destiné à être affiché.

Plutôt que de l'analyser je le colle nature sous les quinquets des copains :

CRIMES MILITAIRES. — Aux « cocos » de Madagascar. — Epouvantable assassinat du disciplinaire Grenier. — Le chaouch assassin Gandelobe acquitté et félicité par le massacreur Gallieni. — Le chaouch Legros.

Tout le monde se souvient encore des malheureux Chedel et Cheymol, leur assassinat souleva l'indignation publique, mais ce fut tout, le régime barbare dont furent victimes ces deux soldats existe toujours à Biribi, on torture, on tue. Aujourd'hui, nous venons révéler le crime monstrueux qui se perpétra en 1898, à la compagnie coloniale, à Diégo-Suarez. Ce crime nous nous ne le commenterons pas, nous demanderons seulement si cette opinion publique qui s'est émue au sort de Chedel et de Cheymol, restera muette devant cette nouvelle atrocité.

Voici les faits :

Grenier était l'un de cellule et aux fers. A quatre heures et demie du soir, le caporal Gandelobe vint le « déboucher » et lui ordonna d'aller à la cuisine chercher les gamelles des hommes punis. Ce Gandelobe, le type de la brute militaire, avait été deux heures auparavant puni de quatre jours de salle de police, et, lorsque la punition lui avait été annoncée, il prononça, devant de nombreux témoins des paroles annonçant l'intention de se venger de cette punition disciplinaire.

Lorsque Grenier sortit de sa cellule, Gandelobe l'arrêta et lui mettant la main à la place du cœur, lui dit : « Est-ce là la bonne place ? » Grenier répondit calmement : « Ne jouez pas avec ça, caporal », puis il partit à la cuisine, accompagné de Gandelobe qui avait le revolver au poing, prêt à faire feu (c'est, du reste, la coutume aux « cocos »). A la cuisine, Grenier fait observer au chaouch que la soupe n'était pas du tout salée. Gandelobe prit alors un sac de sel, et en remplit les gamelles, en disant : « Eh bien ! elles seront assez salées comme ça ! » A cette imbécile provocation, Grenier ne répondit rien. La brute et l'homme revinrent aux locaux disciplinaires. Comme Grenier franchissait le seuil de sa cellule, Gandelobe l'arrêta par le bras et se mettant devant lui, dit ces mots : « Les malabards ! » (fortes têtes) Voilà comment je les dompte ! » et il déchargea son revolver sur Grenier. Celui-ci, atteint en pleine poitrine, eut encore la force de se sauver en criant : « A moi ! on m'a assassiné ! Congy... Congy... » Le disciplinaire qui portait ce nom, le reçut dans ses bras et l'étendit à terre. Gandelobe accourut derrière lui, criant : « Ah ! la vache, ça m'a foutu un coup de poing ! » Puis, brusquement, il s'élança sur sa victime, et sans l'adjudant qui le prit à bras-le-corps et le fit reculer, il lui écrasait la figure à coups de talon.

Grenier mourut deux jours après. Quant au meurtrier, non seulement le Conseil de guerre siégeant à Tananarive l'acquitta à l'unanimité, mais le monstrueux Gallieni, par la voie de l'ordre, lui envoya ses félicitations pour sa courageuse conduite.

Le major qui soigna Grenier s'appelle Garnier. Les témoins qui se tiennent à la disposition de la justice, sont les anciens compagnons de baigne de Grenier : Congy, Mir, A... et F... C'est au peuple dont on envoie les fils périr ainsi dans les bagnes militaires, à juger ce que mérite une telle infamie. Gallieni a prouvé sa complicité dans l'assassinat de Grenier, mais il est un autre chef qui doit aussi être cloué au pilori, c'est le capitaine-commandant la 2^e compagnie de Diégo-Suarez, le chaouch Legros, dont nous dénoncerons plus tard tous les crimes.

Pour nous aider à venger notre camarade, nous en appelons à toutes les mères, nous en appelons aussi au peuple de Paris : Grenier était Parisien (il était de Grenoble) cette qualité fut pour beaucoup dans son envoi à la discipline et aux « cocos ». Les chaouchs de maintenant ont recueilli les traditions versaillaises. Quant

au massacreur Gallieni, nous n'en appellerons pas à lui, car nous savons bien qu'il se solidarise avec l'infâme ordre du jour du massacreur Gallieni.

Le groupe de propagande antimilitariste de Paris (G. P. A. P.).

Ce qu'il y a de ruine dans cette forme de propagande c'est qu'elle s'adresse à tous : le placard étant collé sur les murs, il y a des chances pour qu'il soit relégué et lu par une tapée d'inconscients.

Le groupe met son premier placard en vente au prix de 0.05 centimes les deux jusqu'à 50, 2 fr. le cent de 50 à 500, 17 francs le mille au dessus de 500.

Le groupe ou les individus qui désiraient collaborer à cette propagande peuvent écrire et envoyer les fonds directement à l'imprimeur-gérant Dubois-Desaulle, 65, avenue Leduc-Rollin. On n'expédiera qu'une fois l'argent reçu.

Les Conscrits de la Sociale

Voici revenue la grande foire annuelle du détail humain. — le tirage au sort.

Il s'agit de numérotter les abattis des pauvres gas qui, bientôt, s'en iront faire la jacque à la caserne.

La plupart des conscrits, troupeau brillant, ne voyant pas plus loin que le bout de leur pif, font de cette ignoble mascarade une occasion de chahut.

D'autres, les fistons dessalés, — subissant le sort par la force, — ne râlent pas le coup et manifestent richement leur haine du militarisme.

C'est ce qui vient d'arriver à Saint-Claude : une floppée de gas de la classe ont bringuebalé au travers des rues du patelin, mais, au lieu du torchon tricolore c'est le drapeau rouge qu'ils ont arboré.

Le commissaire de police s'est offusqué de la chose et à la tête de sa filaille il est parti en guerre contre les conscrits de la Sociale. Une bagarre s'en est suivie et les fistons ont dû remiser leur drapeau.

Salut aux gas de Saint-Claude. Ils sont les premiers conscrits qui ont affirmé leur espoir en la Sociale.

A coups de tranche

Changez pas de main!... c'est d'Henry Maret qu'il s'agit. De temps à autre, quand des égouts politiques sortent une bouillie de puanteurs plus carabinée que de coutume, Henry Maret anarchise.

Malheureusement, ça lui arrive trop peu souvent ! Kif-kif les cabots de la Bible respirent à son vomissement, — la Politicaille.

L'autre jour, en veine de franco-parier, il écrivait dans le *Radical* :

« Je me souviens qu'un jour, dans mon pays, un maire de campagne à la fin d'un banquet, voulant terminer par un toast à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, vit la langue lui fourcher, et but avec énergie à la « suppression » de l'Eglise et de l'Etat.

On rit beaucoup ; et je ris comme tout le monde.

Depuis je me suis ravisé ; et à tout prendre, je commence à croire que le toast de mon bonhomme n'était pas déjà si bête. »

Postiche de Gamelle. — Cet espèce d'infect morpion qui postule pour devenir roi de France vient d'appeler en Angleterre, où il est à l'abri de tout avaro, les hirbes qui ont conspiré en sa faveur et qui sont sortis sans accroc des pattes des juges sénatoriaux de la Haute Cour.

Si Gamelle s'imagine que le populo, dégoûté de la République bourgeoise va se refoutre dans le pétrin royaliste, ça prouve qu'il est plus pantoufle que nature.

Le PÈRE PEINARD est mis en vente :

A PARIS : Tous les jeudis matin, — par l'intermédiaire des porteurs du Petit Parisien.

EN PROVINCE : Le vendredi et les expéditions sont faites par les Messageries Hachette et C^e.

LETTRE D'ITALIE

Tous les vieux révolutionnaires se souviennent bien sûr, du procès dit « des bombes de Florence » (1878) dans lequel soixante-dix internationalistes furent impliqués et quatre condamnés à de nombreuses années de galère : parmi ces derniers était le principal accusé Cesare Battisti, âgé d'une vingtaine d'années, qui fut immédiatement subit sa vingt-deuxième

année de baigne !

La population de Florence, d'une seule voix, accusa la police d'avoir lancé la bombe meurtrière, car, un anarchiste, pensait-on, aurait visé la tête de la procession sur laquelle elle fut jetée et non les suivants plus ou moins imbéciles qui en formaient la queue. De plus les internationalistes commençaient à être très nombreux à Florence et le gouvernement du roi avait besoin d'une grande force pour détruire cette force révolutionnaire ; des arrestations nombreuses furent opérées, la presse bourgeoise hurla les plus basses, en même temps que les plus terribles excitations, contre les anarchistes. Une terreur inquisitoriale pesa sur la cité de Florence. Ce fut dans ces conditions et cet état d'esprit que fut monté par la police et les magistrats, au moyen de faux témoins, le procès en question.

Le temps, ce grand maître des choses, a détruit l'échafaudage des mensonges officiels ; de tous côtés des preuves de l'innocence de Battisti s'annoncent, de nouveaux témoins surgissent et ceux même qui ont servi à faire condamner les innocents se rétractent sous le poids d'un remords insupportable.

Le sort du condamné Battisti meut de plus en plus toutes les villes d'Italie, dans toutes les classes sociales.

Il y a cette différence entre l'affaire Battisti et l'affaire Dreyfus, c'est que la première est éminemment populaire et parle au cœur de la population dont l'effort est tout spontané, tandis qu'il a fallu aux défenseurs de l'officier français de grandes dépenses pour faire triompher la vérité.

La conviction de l'innocence de Battisti est si unanime en Italie qu'il n'y a guère que la presse gouvernementale et féroce ment conservatrice qui feigne encore de douter de l'iniquité commise sur lui. Aux vampires royaux vingt-deux ans de supplice dans les ergastules royales ne suffisent pas : il faut que l'internationaliste Battisti laisse ses os en galère !

« Il est trop tard pour reviser son procès, disent les valets de presse royale ; il faudrait que les faux-français soient condamnés comme tels, pour donner une base à ce procès en révision. Or, la prescription leur est acquise, — donc pas de révision judiciaire possible. »

On le voit, d'une part, la goule royale tient à garder sa proie et, du côté du peuple, au souvenir de la victime, chaque jour des afflux d'indignation montent plus haut.

Quel sera le vainqueur ?

Voici l'une des dernières attestations de l'innocence de Battisti, signée de trois personnes connues. Cette attestation, adressée à l'avocat Alfredo Angiolini détruit, par la rétractation qu'elle contient, toute la valeur des témoignages qui ont fait condamner Battisti.

Ces trois personnes déclarent avoir rencontré en 1891, Giuseppe Mangini qui fut témoin au procès de Florence, au service de la police et recruteur des faux témoins :

« Je conviens de déclarer que j'ai été un lâche (vigliacco) en assassinant ces jeunes gens et en les calomniant quand je les savais innocents, mais j'en ai payé la peine. Après le procès on m'envoya en Mazemma, aux chemins de fer, et là je subis une grave maladie qui me cloua pendant six mois au lit.

« Durant la maladie je pensais quelle était la récompense de ce que j'avais fait... Il y a maintenant treize ans que je cherche à me réhabiliter en faisant du bien, mais je ne sais vraiment quoi faire pour ces malheureux... »

« Vous, faites ce que vous voudrez pour eux, pourvu que vous pensiez à mes enfants à ne pas me faire perdre mon pain. »

Nous voulûmes, disent les intervieweurs, lui faire écrire sa déclaration, mais sa femme intervint et Mangini repartit sans nous donner satisfaction.

Nos amis d'Italie ne lâchent pas pied ; chaque jour ils démasquent les forfaits du gouvernement royal qu'ils subissent et dont l'infamie est au moins double de celle de votre République.

Tout mon désir est de voir ces deux gouvernements bourgeois couchés l'un à côté de l'autre, et les idées libertaires socialement pratiquées.

Ce qui me chiffonne dans cette campagne en faveur de Ballachi, c'est qu'elle s'appuie sur son innocence. Ce qui semble indiquer que nos amis condamnés pour des faits de même genre sont coupables, et ne méritent pas l'attention du public.

CONSTANTI



Quel bague ?

DIEPPE. — Quel bague, mes fistons ! Les esclaves y turbinent onze heures par jour pour trois balles.

On n'y connaît ni fêtes ni dimanches, jamais de repos.

Les trois sacs à mistoufles sont plus rosses les uns que les autres.

Le singe est un gueulard de première. Il a toujours au bec des propos de ce genre : « Pas de répliques ! Tas de feignants, tas de voyous ! »

— Ça, vois-tu, c'est pas bien, Baptiste.

Au boulot, les chauffeurs ont de l'eau jusqu'aux genoux.

On graisse les machines lorsqu'elles sont en marche, aucun treillage ne garantit les prolos des atteintes des volants et des engrenages.

Les hommes qui turbinent au papier ont les jambes brûlées par la chaux ; ils sont asphyxiés par la poussière et la chaleur.

Tout le jour ils broettent de la paille sur une planche étroite au risque de culbuter dans le bac à chaux vive : un faux pas — c'est la mort horrible !

Les ouvrières employées là-dedans gagnent quinze à vingt ronds, quelques unes, les favorisées, en fort petit nombre, vont jusqu'à vingt-cinq sous.

Elles portent les déchets de papier aux bouilloires, trient les chiffons, rognent le papier pour le mettre au format.

Les inspecteurs du social Millerand ne trouvent rien à redire.

Qu'est-ce qu'ils foutent ces cocos là !

La consigne est, sans doute, de laisser les chameaucrates exploiter tranquillement, jusqu'à la gauche.

Et donc, si les inspecteurs de la gouvernance ne servent à rien, faut pas leur casquer notre bonne galette.

Mais aussi, quelle naïveté de compter sur la gouvernance pour protéger les prolos ! C'est à nous de nous protéger, c'est nos oignons !

Allez-y donc dare-dare les bons fleux ! Protégez-vous, il n'y a que cela.

Dans le cours de l'existence, du nerf et le manche à balai sont plus efficaces que toutes les belles palabres.

Tout pour le Casino !

Au théâtre de Dieppe il y avait des places à vingt-cinq ronds (parterre assis.) Les prolos pouvaient se payer le spectacle.

Pour établir un couloir donnant accès devant le casino « municipal » on a supprimé les dites places.

Entre les intérêts du Bloch, fermier du casino, et ceux des prolos de la ville la municipalité, dite républicaine, n'a pas hésité.

C'est toujours le même fourbi : tout pour les riches !

Quand donc les prolos verront-ils qu'élire des mecs quelconques, c'est toujours se donner des maîtres qui se foutent de vous.

Réfléchissez et souvenez-vous aux prochaines élections.

Pauvre gosse !

ROUEN. — Enfant abandonné, confié à l'Assistance publique, le jeune D... un gosse, fut employé comme saute-ruisseau chez un huissier.

Afin de faire des économies de recouvrement, le requin-de-terre confia à l'enfant le soin de recouvrer de grosses sommes.

Tout alla bien pendant quelque temps.

Un soir, le moutard disparut. On retrouva sa sacoche dans l'aubette avec 1.800 balles. On crut qu'il avait été assassiné. Bernique, il s'était tiré des flutes avec un peu de pognon et il ne tarda pas à être pincé.

Conduit devant les enjuponnés — d'humeur acclamante, par extraordinaire ! — il fut acquitté comme ayant agi sans discernement.

Et l'huissier, que va-t-on lui faire ? C'est lui le coupable ! Pourquoi a-t-il fait faire cette besogne à un gosse ?

Au surplus, pourquoi les huissiers font-ils les recouvrements pour les banques et les particuliers ? Ce n'est pas leur affaire. Chacun son métier et les vaches seront bien gardées.

D'ailleurs, si la loi était réellement protectrice de l'enfance, chaque fois qu'un gosse commet une peccadille vis-à-vis de son patron, on rétamait l'exploiteur, — car sa rapacité est cause de tout.

Exploitation des gosselines

VOIRON est un patelin de l'Isère, tout farci d'usines, — surtout au quartier des Paviots.

On en récausera de ces mauvais bagnes !

Pour aujourd'hui, je vais me borner à passer à l'astique l'explorateur Ruby, un sale jésuite qui à la spécialité de farcir son bagned'orphelines et de poser au philanthrope.

Turellement, ce sont les curés qui servent de rabatteurs à ce monstre capitaliste et l'alimentent de viande fraîche.

Voici un fait qui remonte à une quinzaine de jours : un père de famille, de la Corse, emboîné par le ratichon de son patelin lui céda ses deux filles qui devaient être placées à Voiron, dans une maison honnête.

Les pauvrettes furent expédiées chez Ruby et au lieu du paradis terrestre que le frocard leur avait dépeint, elles trouverent un sacré enfer.

Des nonnes jouaient dans la boîte le rôle du Satan des crétiens, — et les garces s'entendent à la roserie !

Voici le régime de la boîte ; dès le réveil, de très bonne heure, les fillettes sont trimballées à la messe, guidées par les nonnes hargneuses qui ne les quittent pas de l'œil.

La messe dite, on retourne à l'atelier et le travail n'est interrompu quelques minutes que pour réciter des paternôtres.

De la croustille, — n'en parlons pas ! Les cochons refouleraient dessus.

Et tuteurs, la surveillance des nonnes ! Les pauvres gosselines n'ont pas une minute à elles, — les garces embéguinées les suivent même jusqu'aux chiottes et les y surveillent par un trou...

Ces malheureuses fillettes sont isolées du monde, — cloîtrées, emprisonnées ! A leur arrivée, le pain de galette qu'elles peuvent avoir leur est rousé par les nonnes, — sous prétexte de conservation, — et elles ne touchent pas les six francs de salaire qui leur sont alloués par mois.

Où nom de Dieu ! six francs par mois ! C'est-à-dire quatre sous par jour !

Comment sortir de ce bague ? C'est difficile, étant donné que la plupart des pauvrettes enfermées là sont sans sans famille et que, d'ailleurs, toutes les lettrés (tant celles reçues qu'expédiées) sont d'abord lues par les nonnes, qui confisquent les correspondances pas catholiques.

Heureusement pour elles, les deux gosselines de Corse réussirent à faire passer en fraude une lettre appelant leur père au secours.

Ah, mille marmites, le papa répliqua dare-dare.

Avait-il du beau sang rouge de bandit corse dans les veines ?

Il n'y paraît guère puisque les tortionnaires de ses gosselines n'ont pas reçu la tatouille !

Pourtant, il a fait du pétard, — assez pour obtenir la libération de ses deux filles qu'il a ramené avec lui.

Espérons qu'il ne les confiera plus au curé de son village.

P.-S. — Le jean-fesse Lenfumé, exploiteur à Paviot, s'est avisé, dimanche dernier, de proférer des menaces à l'égard du vendeur du « Père Peinard », qu'il y mette donc un bouchon, — ça lui évitera châtaignes et marrons, — car il est probable que, si dinde qu'il soit, il ne tient pas à être truffé.

Les bons bougres doivent réclamer le Père Peinard chez tous les marchands de journaux et aussi aux Bibliothèques des gares.

BABILLARDE DIEPPOISE

Au Casino municipal de Calais, en 1898, l'Angliche Murphy, prétendit qu'on l'avait estampé aux petits chevaux.

Le gus fit un tel boucan que le procureur de la R. F. près le tribunal de Boulogne-sur-Mer poursuivit le directeur du Casino, — qui fut condamné. Dans ma dernière babillarde, j'ai publié les considérants de ce jugement, — il y est dit que le jeu aux petits chevaux est un jeu de hasard qui tombe sous le coup de l'article 410 du Code pénal.

Seulement, tous les procureurs de la R. F. ne pensent pas pareil, — ceux-là doivent avoir de bonnes raisons juridiques... ou autres... à faire valoir.

Quand l'angliche Murphy vint à Dieppe, on aurait voulu le recevoir au Casino, kif-kif un chien dans un jeu de quilles.

On n'osa pas et on rusa. Puis on lui chercha pouille, à propos de bottes et, finalement, l'entrée du Casino lui fut interdite.

Murphy rouspétait. Une nuée de mouchards tournait autour de lui. Du moins, il le prétend.

Un soir, de la fenêtre de sa villa, il jetait des petits cailloux sur un réverbère.

Par hasard, deux sous-brigadiers de flics très costauds, se trouvaient là. L'un d'eux, est chieur d'encre au bureau de police et fait rarement du service actif. C'est par hasard qu'il en faisait ce soir-là. Par hasard aussi un fiacre se trouvait là. Par hasard encore au lieu de dresser un procès-verbal, contre Murphy, pour les petits cailloux qu'il lançait, les flicards l'engagèrent paternellement à sortir de chez lui, il descendit dans la rue et ou l'arrêta. Il se rebiffa et toujours par hasard, on le passa à tabac dans les grands prix.

Il y eut poursuites, et, au comptoir d'injustice, l'avocat-bêcheur félicita les sergots de leur énergie.

Les opinions sont libres... cependant, il est gondolant de voir un jugeur préconiser le passage à tabac et oublier l'article 410 du code pénal sur les jeux de hasard.

Depuis cette aventure, Murphy a été échaudé par les enjuponnés.

Primo, le 7 août 1899, huit jours de prison et 10 francs d'amende pour le réverbère et le passage à tabac.

Deuxièmement, le 11 novembre 1899, la Cour d'appel de Rouen porte la dose de prison à quinze jours.

Troisièmement, le 15 janvier 1900, Murphy poursuit son Consul pour diffamation. Le tribunal envoie Murphy aux pelotes !

Quatrièmement, le 22 janvier, Bloch, le directeur du Casino de Dieppe poursuit Murphy pour diffamation.

Le jugement va être rendu ces jours-ci. Mais, y a pas d'erreur : Murphy triquera !

Si l'article 410 du Code Pénal est en sommeil, les autres sont en vigueur !

Pas de chance, Murphy ! Pourquoi ?

V'la ! Bloch est vacciné.

Murphy ne l'est pas.

« Comment faut-il s'y prendre pour se faire vacciner ? » vont demander des naïfs.

Ah, s'fichtre, je ne suis pas marchand de pareils tuyaux... sachez une chose : je ne suis pas vacciné et le virus du Code pénal prendrait plus facilement sur ma peau que sur celle de Bloch.

GUERDAT,
vendeur du « Père Peinard ».

FLAMBEAUX ET BOUQUINS

Avec sa couverture de papier rouge brique le nouveau bouquin (qui vient de paraître chez Stock) TEMPS FUTURS, par Alfred Naquet, remémore un bouquin du même : RELIGION, PROPRIETE, FAMILLE, qui date de longtemps ! — de 1869, — et reçut l'étrillade des chats-fourrés de Badingue ; ils condamnèrent l'auteur à la prison et ordonnèrent la destruction du livre.

Pourquoi donc Naquet nous a-t-il fait attendre une trentaine d'années avant de nous servir une suite à ce premier bouquin ?

C'est qu'il a vadrouillé dans la politique où il s'est acoquiné aux troussees de Gambetta. Et dame, une fois dans cette pourriture, — au diable les Questions Sociales ! Naquet est sorti enfin de la politique.

en y laissant des plumes... et peut-être aussi de la chair!

Et voici que ce naufragé, loin d'avoir sombré, est revenu à la Vie et a retrouvé son orientation de jadis, — sociale comme de juste!

« Ceci est un testament! » proclame-t-il en tête de la préface de TEMPS FUTURS.

Des testaments de cette valeur, souhaitons-en à tous les politiciens!

Naquet fiché au rancard toutes les truveries réformatrices et proclame que le salut social est en une transformation qui, au point de vue économique abolira la propriété individuelle et instaurera le collectivisme et, au point de vue gouvernemental, se rapprochera de l'anarchie.



L'Hospitalité Suisse. — Ah, la bonne blague que l'Hospitalité suisse! Ça peut faire la pige à l'Hospitalité de notre garce de République.

S'il y a une crapulerie à commettre, la gouvernance suisse n'est jamais en retard: qu'un gouvernement voisin lui fasse « Psst! » et, illico, elle se met platement à ses ordres et accepte, non seulement de faire la chasse aux réfugiés, — mais ce qui est le comble de l'abomination: de lui livrer les réfugiés qu'elle réclame.

Des infamies de ce calibre, outre la Suisse, il n'y a guère que notre R. F. qui s'en offre l'ignominie.

La dernière crapulerie de la gouvernance helvétique est l'arrestation de Nino Samaja un étudiant italien qui s'était carapaté à Genève pour éviter la déportation au « domicile forcé. » On vient de l'arquerpincer à Genève, sous prétexte qu'il est l'éditeur « réel » d'un almanach anarchiste, imprimé en Italie. Cet almanach, en supposant qu'il fut poursuivable, porte la signature d'un éditeur responsable, qui est un copain suisse. Donc, de toute façon, on devait fiche la paix à Samaja.

Mais, comme la gouvernance italienne a donné des ordres, les larbins de l'Helvétie l'ont arrêté. Vont-ils être assez bouriques pour le livrer à l'Italie?

Il se pourrait qu'ils n'osent pas, — non que l'envie leur en manque, mais parce que tous les Suisses ne sont pas aussi avisés que leurs gouvernants. En effet, il y a eu des meetings d'étudiants, des protestations de tout calibre.

Cela seul pourra empêcher les jean-fesse de la gouvernance d'accomplir leur infamie!

Inutile d'ajouter que l'Almanach en question n'a rien qui puisse même offusquer un vrai libéral: il est surtout farci de pensées pignoles parmi les écrivains bourgeois et sociaux autoritaires, — de façon ou d'autre, un peut partout.

Il est à constater que le carbinisme de la gouvernance helvétique a augmenté ces dernières années, — en raison du développement du militarisme et de la « Conquête du pouvoir » par des radicaux-socialistes.

Et ceci, prouve que tous les gouvernements sont aussi salauds et que leur étiquette ne change rien à leur cochonnerie.

Confédération Générale du Travail

LES CONGRÈS EN 1900

APPEL AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER: Trades Unions, Syndicats, Unions des métiers, Fédérations d'Industrie, Cartells, Bourses du travail, etc.

Camarades, Voici le moment venu où, conformément aux décisions du Congrès corporatif et du Congrès des Bourses du Travail, tenus à Rennes en septembre 1898, il est nécessaire de préparer les quatre Congrès qui, cette année, réuniront à Paris les travailleurs de tous les pays.

Nous n'avons pas besoin de vous signaler l'importance de ces congrès: non seulement ils devront contribuer au progrès des aspirations vers un état meilleur, qui agitent les serfs modernes de toute race et de toute condition, mais encore ils devront élever leurs débats à la hauteur des leçons expérimentales que nous tirons de l'Exposition des travaux du siècle.

N'oubliez pas, en effet, que, pour supplanter le capital, il est nécessaire que nous soyons toujours armés contre les ressources nouvelles dont il dispose.

Met-il, par exemple, en œuvre, une machine jusqu'ici inconnue? Nous devons en connaître dès l'instant la productivité et nous mettre en mesure de pallier la néfaste influence qu'elle tend à exercer, entre les mains de son possesseur, sur les conditions de notre existence.

C'est dans cette vue, nous en sommes certains, que les travailleurs viendront cette année à Paris; et quand ils auront constaté les perfectionnements encore ignorés d'eux, apportés à l'industrie ou à l'agriculture en telle ou telle contrée, quand ils auront eu une vue d'ensemble sur l'état économique du monde à l'aube du vingtième siècle, ils sauront trouver les solutions et prendre les résolutions que commande l'urgence d'améliorer leur vie.

Nous invitons donc les organisations ouvrières de tous les pays à nous faire connaître les questions qu'elles désirent voir figurer à l'ordre du jour des deux Congrès internationaux.

1° CONGRÈS INTERNATIONAL CORPORATIF comprenant tous les groupements sans distinction de forme: Trade Unions, Syndicats, Unions de métiers, Fédérations d'industrie, Cartells, Bourses du travail, etc.

PROPOSITION DU CONSEIL CONFEDERAL

1° La grève générale, son organisation pratique, son éventualité, ses conséquences;

2° Création d'un secrétariat international du travail;

3° De la durée du travail, le salaire, le chômage et les moyens d'y remédier: Travail de la femme et de l'enfant;

4° De l'application internationalement des moyens pour lutter efficacement dans les grands conflits entre le capital et le travail (Grève des mécaniciens anglais, lock out danois, etc.);

5° La Coopération, la production, la consommation;

6° Rapport comparatif des tribunaux du travail;

7° Rapports et communications sur les résultats obtenus relativement aux questions antérieurement traitées: Boycottage, marques de connaissance, repos hebdomadaires, etc.

2° CONGRÈS DES BOURSES DU TRAVAIL, Cartells et Unions locales ou régionales, des Syndicats de professions divers, ne concourants pas à la confection des mêmes produits.

PROPOSITION DU CONSEIL FEDERAL POUR LES BOURSES DU TRAVAIL DE FRANCE

1° Les divers modes de placement des ouvriers, les organisations ouvrières doivent-elles en matière de placements, rechercher, accepter ou refuser le concours des assemblées communales départementales et provinciales?

2° L'enseignement professionnel (théorique et pratique), ses résultats au point de vue de l'augmentation des salaires, du relèvement de la valeur technique et du rôle social joué par les ouvriers qui en ont bénéficié.

Rapports sur les bibliothèques et les musées créés par les unions; efforts faits pour compléter l'enseignement professionnel par l'enseignement encyclopédique.

3° Secours contre le chômage; secours de voyage, réciprocité des secours de voyage pour les ouvriers de tous pays en règle avec leurs obligations syndicales.

4° Coopération, réformes à introduire dans les sociétés coopératives, créées par les organisations ouvrières ou sous leurs auspices, substitution aux coopératives de production d'ateliers coopératifs dépendant des sociétés de consommation, application dans les ateliers du système de travail dit: « Commande égalitaire, usité par les typographes, suppression de toutes différences de traitement entre les associés et les auxiliaires »;

5° Rapports sur la propagande, parmi les paysans et parmi les ouvriers de la mer (marins, pêcheurs et ouvriers des ports);

6° Y a-t-il lieu de créer une Fédération internationale représentée par un bureau de statistique et d'études économiques sur le développement des organisations ouvrières?

3° CONGRÈS NATIONAL CORPORATIF ET DES BOURSES DE TRAVAIL

En ce qui concerne le onzième Congrès national corporatif (5° de la Corporation) et le 8° Congrès des Bourses du travail, les organisations françaises seules sont invitées à en préparer l'ordre du jour. Elles devront nous envoyer leurs propositions en même temps que celles relatives aux Congrès internationaux, et cela dans le plus bref délai possible.

Nous n'avons pas besoin de redire, avec le Congrès de Rennes, que les Congrès ouvriers puisent leur valeur bien plus dans l'importance que dans le nombre des questions soumises à leur examen. Quelques questions capitales, sur lesquelles les Congrès pourront faire la lumière complète, vaudront mieux qu'un programme chargé qui provoque les discours stériles et empêche les solutions pratiques et mûries. Nous espérons donc que les organisations sauront limiter le nombre des problèmes que leurs représentants auront à étudier.

En raison de ce qui précède, nous informons les organisations françaises seulement qu'elles devront verser la somme de 1 franc

pour assurer l'organisation de ces congrès. Adresser les fonds au secrétaire de la commission d'organisation des congrès, le camarade Copigneaux.

Pour la commission d'organisation: Bausoleil, Fournet, Thierrard, Masson, Galantus, Siffait, F. Guérard, Yvetot.

Pour la Fédération des Bourses du travail de France: le secrétaire général, Fernand Pelloutier.

Pour la Confédération générale du travail: le secrétaire général, secrétaire de la Commission d'organisation, Copigneaux.

Adresser toutes les correspondances pour les congrès international et national corporatifs au citoyen Copigneaux, 44, boulevard Victor-Hugo, à Clichy (Seine).

Pour les congrès international et national des Bourses du travail et Unions des syndicats au citoyen Baumé, secrétaire de l'Union des syndicats du département de la Seine, Bourse centrale du travail, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris.

NOTA. — La commission d'organisation informe les organisations ouvrières de France et des colonies qu'elle vient de décider que les congrès ouvriers nationaux et internationaux corporatifs se tiendront dans le courant de septembre.

En conséquence, les organisations ouvrières sont priées de nous faire connaître dans le plus bref délai les objections qu'elles auraient à apporter à cette date.

Le secrétaire: COPIGNEAUX.

Communications

— 0 —

BIBLIOTHÈQUE D'ÉDUCATION LIBERTAIRE, 28, rue Titon. — Samedi 3 février, à huit heures et demie, conférence par Léopold Lacour, sur la famille future. — Lundi, L. Buttery, l'Éducation nouvelle d'André Léo. — Mercredi E. S. R. I. — Syndicalisme et Anarchisme. — Samedi 10, Ch. Malato. — L'Esclavage à travers les temps.

CERCLE D'ENSEIGNEMENT LIBERTAIRE DE BELLEVILLE, 81, rue Julien-Lacroix. Samedi 3 février, Girault: Notions de préhistoire, archéologie. — Dimanche, Louise Réville: les précurseurs de l'anarchie. — Lundi, Ramon Sanchez: l'Unique et sa propriété. — Mercredi, Francis Prost: la Loi de 1838 et la liberté individuelle. — Jeudi, Max Pellerin: Syndicats et anarchistes.

N.B. — Envoyer ce qui concerne le cercle à F. Prost, 81, rue Julien-Lacroix.

SYNDICAT LIBRE DES IRRÉGULIERS DU TRAVAIL ET DES HOMMES DE PEINE. — Réunion tous les vendredis soir, à 8 heures et demie, 81, rue Julien-Lacroix. — Causeries sur des questions économiques.

BIBLIOTHÈQUE D'ÉTUDES SOCIALES DES ÉGAUX DU XVII^e ARRONDISSEMENT, 85, rue de Courcelles. — Samedi 3 février, à 8 heures et demie du soir, causerie par Albert Bloch sur la philosophie de Marc Guyau. Le compagnon Pélérin est spécialement invité.

La salle de lecture est ouverte tous les soirs, à 8 heures et demie.

BIBLIOTHÈQUE D'ÉDUCATION LIBERTAIRE DU XVIII^e ARRONDISSEMENT, salle Couderc, 1, rue Léon. — Les réunions ont lieu tous les vendredis et dimanches soir. — Vendredi 2 février, causerie par F. Prost sur les primitifs. (2^e causerie). — Dimanche 4, causerie par Libertad. — Vendredi 9, causerie par Louise Réville sur le communisme et l'individualisme. Adresser les communications au compagnon Poinçon, 22, rue des Roses.

LES QUATRE-CHEMINS. — Les copains d'Aubervilliers, des Quatre-Chemins et Pantin sont convoqués pour dimanche, au local du groupe.

SAINT-DENIS. — Bibliothèque d'Éducation sociale. — Dimanche, à deux heures et demie, salle Connay, 86, rue de Paris. Causerie par le compagnon Ramon Sanchez sur l'Unique et sa propriété. Tous les socialistes et libéraux sont convoqués.

AMIENS. — Les libéraux amiénois et la jeunesse libérale, réunion au Cent de Piquet, faubourg de Ham, samedi soir, à 8 heures et demie.

REIMS. — Afin d'élargir le champ d'études et de grouper tous les individus soucieux des revendications sociales, des camarades ont pris l'initiative de fonder dans notre ville un syndicat des irréguliers du travail et des hommes de peine.

Les camarades en faisant partie, les lecteurs des journaux libéraux sont convoqués pour samedi 10 février à 8 heures et demie du soir, buvette du Lavoir, rue du Mont-d'Arène, 45.

LYON. — Les Communistes de Lyon. — Les camarades qui auraient des moyens ou pourraient aider à la réalisation d'une coopérative agricole et industrielle dans la région lyonnaise pour se soustraire à l'exploitation capitaliste voudront bien se mettre en rapport avec le compagnon Perrier, rue de Nuit, 19, chez le concierge, Lyon (Rhône).

L'imprimeur-Gérant, Louis GRANDIDIER

123, rue Montmartre, Paris

LE PÈRE PEINARD, paraît le Dimanche



Le prole devient proprio : il a un jardin sur le ventre !